

# L'IVG révélateur politique

Category: Droits - libertés

écrit par jmfouquer | 3 février 2014

Plus d'une génération a passé depuis la légalisation de l'Interruption Volontaire de Grossesse, et pourtant ce terme à chaque fois qu'il est évoqué, revient avec son cortège de polémiques.

D'abord l'Espagne, avec un fameux retour en arrière, veut annuler l'avortement libre pour revenir aux restrictions qui existaient depuis 1985.

Puis en France, hasard du calendrier ou pas, on reparle à nouveau de l'IVG à l'assemblée... Même si cette fois c'est pour ôter la condition de « détresse », n'oublions pas qu'en 2008, une brèche avait été ouverte, car la Cour de Cassation, le 6 février, avait établi que tout fœtus ou même embryon né sans vie pouvait être déclaré à l'état civil.

Donc tour à tour, les deux partis principaux émettent plus des signaux à leurs électeurs qu'ils n'agissent dans leur politiques.

Même localement M Moure n'hésite pas à récupérer les dernières manifestations soutenant l'avortement libre en Espagne et en pointant la volonté de quelques élus de l'UMP de vouloir dérembourser l'IVG.

Il a sûrement du mal à rassembler sur son projet pour la ville. Et ce ne doit pas être le seul élu PS en France dans ce cas...

Mais interrogeons nous tout de même sur l'IVG qui concernent près de 200 000 interventions par an.

Pourquoi aucune politique n'est réellement débattue pour diminuer ce nombre? Quelques pistes sont peut-être à explorer, comme l'éveil à la vie affective tout au long de la scolarité, la gratuité de la contraception pour toutes, sans l'aval des parents pour les mineures...

Sans remettre le droit de l'IVG en cause il est malgré tout en péril : de nombreux centres ferment leur portes, les délais ne

sont respectés et poussent les jeunes femmes à aller avorter à l'étranger...

Donc nous sommes loin des mesures qui devraient être entreprises. Une fois de plus la majorité de la population est instrumentalisée et dépassée par les réels problèmes de société.

En lisant un article du Midi-Libre, une phrase de Marion Maréchal (FN) m'est revenue à l'esprit« ce n'est pas à l'Etat de réparer les inattentions des femmes ». La réponse à cette provocation et à bien des questions que l'on se pose toutes à propos de l'avortement, est là, noir sur blanc, même en caractères gras : « sans stabilité ni sécurité, c'est compliqué d'avoir des enfants, il faut être courageux, tout le monde ne l'est pas ».